



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mercredi 05 Octobre 2022

EL MOUDJAHID
LA RÉVOLUTION PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE

M. Kassali s'entretient avec l'ambassadeur saoudien : redynamisation de la coopération bilatérale



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a reçu, hier à Alger, l'ambassadeur du Royaume d'Arabie saoudite en Algérie, Abdullah Bin Nasser Al Bussairy, avec lequel il a évoqué les moyens de redynamisation de la coopération bilatérale, a indiqué un communiqué du ministère.



Déclaration de politique générale du Gouvernement, Précisions des chiffres et délais de réalisation : Les députés sans détour

Tout en reconnaissant l'efficacité de l'action du gouvernement et sa mobilisation dans la mise en œuvre des réformes initiées par le président de la République, les députés insistent, pour beaucoup d'entre eux, sur une prise en charge plus soutenue du volet social.



Finance islamique : partenariat entre le CPA et Algérie Cyber Market

Une convention de partenariat a été signée, hier à Alger, entre le Crédit populaire d'Algérie (CPA) et Algérie Cyber Market (ACM) spécialisée dans la vente par facilité de paiement pour la commercialisation des produits de la finance islamique via la plateforme numérique de la société. La convention a été signée par le directeur général du CPA, Ali Kadri, et le responsable de la société ACM, Abdelghani Akouche, lors d'une cérémonie qui s'est déroulée au Palais de la culture Moufdi-Zakaria, en présence de cadres de la banque, de membres de l'instance de contrôle de la conformité des produits à la charia et de représentants de la société.



Atout majeur

L'Algérie mise énormément sur le secteur de l'Agriculture, pour réduire sa facture alimentaire et diversifier ses revenus hors hydrocarbures. Si la rente pétrolière et gazière a longtemps été la clé de voûte de la stabilité de son économie, le gouvernement ambitionne d'emprunter de nouvelles trajectoires, mobilisant d'autres gisements, pour sortir de l'ornière de la dépendance à l'égard de l'étranger.



Finances: M. Kassali évoque avec l'ambassadeur saoudien la redynamisation de la coopération bilatérale

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a reçu mardi à Alger, l'ambassadeur du Royaume d'Arabie Saoudite en Algérie, Abdullah Bin Nasser Al Bussairy, avec qui, il a évoqué les moyens de redynamisation la coopération bilatérale, a indiqué un communiqué du ministère.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Signature d'une convention de partenariat entre le CPA et la société de vente par facilité Algérie Cyber Market

Une convention de partenariat a été signée, mardi à Alger, entre le Crédit populaire d'Algérie (CPA) et Algérie Cyber Market (ACM) spécialisée dans la vente par facilité de paiement pour la commercialisation des produits de la finance islamique via la plateforme numérique de la société.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Tiaret: mise en exergue des avantages fiscaux au profit des détaillants de produits de consommation règlementés (rencontre)

Les dispositions fiscales adoptées par la loi au profit des commerçants de détail des produits règlementés de large consommation ont été mis en exergue lors d'une rencontre de sensibilisation organisée mardi à Tiaret à l'initiative de la direction du commerce de la wilaya.

Le chef de service observation du marché et information économique à la Direction du commerce, Ali Benfréha, a indiqué, dans son intervention que cette rencontre, organisée en coordination avec la Direction des impôts suite aux orientations du ministère de tutelle, vise à informer les commerçants des avantages fiscaux accordés à la faveur du système de facturation. Il a expliqué que l'adhésion des commerçants de détails de la wilaya à ce système leur procure des avantages financiers, en plus de permettre aux services compétents d'avoir une traçabilité des produits de large consommation règlementés pour assurer leur disponibilité de manière régulière.

Pour sa part, le directeur des impôts, Ahmed Benyahia Benchergui, a fait savoir que le calcul des taxes sur les produits règlementés, tels que le sucre, la semoule, l'huile de table, s'effectue sur la base de la marge bénéficiaire des produits et non sur la base du chiffre d'affaires, comme convenu dans la Loi des finances complémentaire 2022. Il a souligné que le montant fiscal sera fixé au travers la facture d'achat déclarée et sera traité dans un bordereau particulier distinct de celui des déclarations d'autres produits.

Lors de cette rencontre, qui a enregistré la présence de représentants du bureau de wilaya de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) et d'instances professionnelles et de membres de l'association de wilaya de protection du consommateur, il a été décidé la tenue, à l'avenir, de rencontres similaires pour informer les commerçants sur les nouvelles dispositions et apporter des réponses à leurs préoccupations vis-à-vis des services fiscaux.

[Le ministre des Finances reçoit l'ambassadeur de l'Arabie saoudite](#)



Le ministre des Finances, Brahim Djamel KASSALI, a reçu, ce mardi, le représentant diplomatique de l'Arabie saoudite, accrédité à Alger, Bin Nasser Al Bussairy. Les deux hommes ont échangé les points de vue sur les relations économiques et financières bilatérales ainsi que les voies et moyens de leur insuffler une nouvelle dynamique.

[Débat sur la Déclaration de politique générale du gouvernement : Déluge de questions à l'APN](#)

Les députés se sont focalisés dans leurs interventions sur des préoccupations locales. Les débats sur la déclaration de politique générale du gouvernement se sont poursuivis, hier, en plénière dans un hémicycle déserté par ses membres. Dans ce contexte, un député du mouvement El-Bina a appelé le gouverneur de la Banque d'Algérie à descendre à l'APN afin de présenter le rapport annuel sur l'évolution économique et monétaire en Algérie.

Prix du pétrole : le Sahara Blend algérien en hausse ce 4 octobre

Les prix du pétrole continuent ce mardi 4 octobre 2022 à rebondir sur l'échelle mondiale du marché pétrolier, dans le cadre de la vive hausse affichée ce lundi soir dans les sites de convention officiels. Le réel changement les prix officiels seront confirmés par la réunion de l'Opep+ ce mercredi 5 octobre à Vienne, où l'assemblée devra aboutir à l'annonce d'une importante réduction de l'offre afin de contrer la récente faiblesse des marchés de l'énergie.



Finance islamique : Signature d'une convention de partenariat entre le CPA et la société de vente par facilité Algérie Cyber Market

Une convention de partenariat a été signée, ce mardi à Alger, entre le Crédit populaire d'Algérie (CPA) et Algérie Cyber Market (ACM) spécialisée dans la vente par facilité de paiement pour la commercialisation des produits de la finance islamique via la plateforme numérique de la société.



Loi de finances complémentaire 2022 : sensibilisation des commerçants

La direction du commerce et de la promotion des exportations (DCPE) de Tlemcen a organisé, hier, en collaboration avec la chambre du commerce et d'industrie (CCI-la Tafna), une journée d'information sur principales dispositions réglementaires contenues dans la Loi de finances complémentaire 2022 touchant notamment les commerces de détail alimentaires notamment la commercialisation des produits réglementés de large consommation.



Meilleures banques en Afrique en 2022 : six banques algériennes dans le Top 100

Six (06) banques algériennes figurent dans le Top 100 des meilleures en Afrique en 2022, selon l'enquête annuelle qui classe les banques africaines établie par [African Business](#), un magazine sur les affaires africaines publié par IC Publications, basé à Londres au Royaume-Uni. Il ressort de cette enquête que les banques algériennes, quatre publiques et deux privées, figurant dans ce classement, ont reculé par rapport au classement de l'année 2021.

La consécration de l'Etat de droit : Réformes politiques et institutionnelles

Durant la période allant de septembre 2021 à août 2022, l'essentiel de l'action du Gouvernement a consisté dans la poursuite des réformes politiques et institutionnelles profondes décidées par le Président Abdelmadjid Tebboune. C'est ce qu'a affirmé le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane, en présentant la Déclaration de politique générale du Gouvernement devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le volet relatif à la consécration de l'Etat de droit et la rénovation de la gouvernance.



مالية: كسالي يتطرق مع السفير السعودي إلى سبل تفعيل التعاون الثنائي

استقبل وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، سفير المملكة العربية السعودية بالجزائر، عبد الله بن ناصر البصيري، الذي تطرق معه إلى سبل تفعيل التعاون الثنائي، حسبما أفاد به بيان للوزارة.

و أوضح البيان أن "الطرفين استعرضا، خلال اللقاء، مختلف جوانب العلاقات الاقتصادية والمالية الثنائية وسبل تفعيلها، لاسيما على ضوء تنصيب مجموعة الصداقة والأخوة البرلمانية الجزائرية-السعودية في 2 أكتوبر، التي من شأنها تعزيز علاقات التعاون المميزة بين البلدين."

وأضاف المصدر أن وزير المالية قدم بهذه المناسبة عرضا موجزا للإصلاحات التي قامت بها الحكومة الجزائرية والإجراءات التي تم تنفيذها لتوفير بيئة مواتية للاستثمار، وفقا للإطار القانوني الجديد الذي يحكم الاستثمار في الجزائر.

من جهته، أعرب السفير السعودي عن "رغبة بلده في تعزيز التعاون الثنائي في كافة المجالات ورفع مستواه ليعكس جودة علاقتهما."

وأوضحت الوزارة أنه "تم الاتفاق على العمل سويا لإعطاء دفع جديد للتعاون الاقتصادي والمالي الثنائي من خلال توظيف الإمكانيات الكبيرة المتاحة في مجال الشراكة المربحة للطرفين بين المتعاملين الاقتصاديين في البلدين."

كما اتفق الطرفان -يضيف البيان- على تعزيز التبادلات بين وزارتي مالية البلدين من خلال "الإبرام المرتقب لمذكرة تعاون تشمل مختلف مجالات القطاع المالي."



دراسة سريعة للملفات لا تتجاوز 72 ساعة: قروض استهلاكية مطابقة للشريعة الإسلامية عبر الإنترنت

وقّع بنك القرض الشعبي الجزائري، على اتفاقية مع شركة "ألجيري سيبر ماركت" (أ سي أم) المتخصصة في البيع الإلكتروني بالتقسيط، تتضمن تسويق منتجات الصيرفة الإسلامية عبر المنصة الإلكترونية التابعة للشركة. ووقع الثلاثاء، على اتفاقية الشراكة المدير العام للقرض الشعبي الجزائري، علي قادري، ومسير شركة "أ سي أم"، عبد الغني عكوش، خلال مراسم جرت بقصر الثقافة "مفدي زكرياء"، بحضور إدارات من البنك وأعضاء هيئة الرقابة الشرعية الخاصة به، وممثلي الشركة.



موازة مع تسهيلات في العمل البرلماني ورفع العراقيل: نواب يطالبون الحكومة بغلق "السكوار" عاجلا

أجمع نواب المجلس الشعبي الوطني في ثاني يوم من مناقشة بيان السياسة العامة للحكومة على ضرورة المسارعة في فتح مكاتب صرف معتمدة والقضاء على السوق الموازية للعملة الصعبة في العاصمة وباقي الولايات، حيث وجهت جل المداخلات نداء إلى الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمن تطالبه باتخاذ خطوة تاريخية في هذا الملف العالق منذ سنة 1980، أي منذ أزيد من 40 سنة عن بروز السكوار.



وزارة الرقمنة: "إعفاء أعوان الإحصاء من الضريبة على الدخل الإجمالي" IRG

أعلنت وزارة الرقمنة والإحصائيات، في بيان لها، اليوم الثلاثاء، إعفاء أعوان الإحصاء من الضريبة على الدخل الإجمالي IRG.

وجاء في البيان، أنه في إطار التكفل بانشغالات المراقبين وأعوان الإحصاء المعنيون بعملية الإحصاء العام السادس للسكان والإسكان، لا سيما تلك المتعلقة بالضريبة على الدخل الإجمالي (IRG) وكذا منحة البطالة تنهي وزارة الرقمنة والإحصائيات إلى علم هذه الفئة مايلي: " لا يخضع أعوان الإحصاء الضريبة على الدخل الإجمالي (IRG) ، كون قيمة التعويض لا تتعدى 30.000 دج".

**DÉBATS AUTOUR DE LA DÉCLARATION DE POLITIQUE
GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT**

Le pouvoir d'achat en tête des préoccupations des députés

Les membres de l'Assemblée populaire nationale ont poursuivi, hier mardi, pour le deuxième jour, les débats autour de la déclaration de politique générale faite la veille par le Premier ministre.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - Des interventions ayant tourné pour leur majorité autour du sensible volet social avec son corollaire le pouvoir d'achat du citoyen et l'impératif de remédier à ses conditions de vie. Ce que, selon eux, cette déclaration de politique générale du gouvernement prend en charge, à travers les « indicateurs positifs » qu'elle comportait, appelant à une plus grande attention à l'amélioration des conditions de vie des citoyens dans divers domaines et à la maîtrise de la hausse des prix.

Ainsi, un député indépendant d'une wilaya du sud du pays a mis le doigt sur la nécessité de « maîtriser la hausse des prix à la consommation, devenus pesants pour le citoyen », tout en œuvrant à « l'amélioration de son cadre de vie et à la prise en charge de ses différentes préoccupations, notamment celles liées au logement, au travail, à la santé et à l'éducation ». Un avis que partage un parlementaire du parti du Front de libération nationale qui a appelé à accorder « plus d'importance à l'aspect social et de concrétiser les différents projets inscrits au service de l'intérêt général ». Il a appelé, dans la foulée, à la révision des mécanismes liés aux transferts sociaux afin que les subventions y afférentes aillent directement aux concernés. Ceci non sans souligner l'importance de la réforme bancaire pour rendre l'investissement plus attractif.

Pour sa part, un député du Mouvement de la société pour la paix a estimé que la « cherté de la vie est devenue une véritable préoccupation pour le citoyen »,

soulignant l'importance de mettre un terme à la hausse des prix à la consommation et de veiller à ce que les soutiens soient dirigés vers ceux qui le méritent ». Il a également souligné l'importance d'améliorer les services de transport et l'égalité des chances pour les investisseurs d'obtenir des biens immobiliers, en plus de reconsidérer et d'augmenter les salaires des médecins et d'améliorer les services administratifs.

Pour sa part, un député du Rassemblement national démocratique a exigé aux walis des instructions à l'effet de tenir des réunions périodiques avec les députés afin de discuter des différents problèmes dont souffrent les citoyens dans les différentes wilayas du pays et essayer de leur trouver des solutions.

Afin de limiter le fléau de la hausse des prix, un député du front el Moustakbal plaide pour un « plafonnement » des prix des matières premières et à ce que toute augmentation des prix soit basée sur une dérogation du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations.

Le problème du faible débit



Internet, qui freine la généralisation de la numérisation et la modernisation de l'administration, en plus du dossier des contractuels non intégrés, ont été les autres sujets abordés par les députés dans leurs interventions.

Des interventions qui devraient se poursuivre en nocturne pour la deuxième nuit de suite à l'effet de permettre le passage des 340 députés inscrits aux débats. Elles devront reprendre aujourd'hui mercredi et le Premier ministre est attendu demain jeudi pour répondre aux interrogations et autres réserves émises par les parlementaires. Concernant l'initiative des députés du MSP portant sur une

probable motion de censure à l'encontre du gouvernement, l'option n'était toujours pas tranchée, hier mardi.

Le bureau national du parti devait certainement aborder le sujet dans sa réunion hebdomadaire tenue dans la matinée, alors que les contacts avec des députés d'autres groupes parlementaires se poursuivaient à l'effet de les rallier à la démarche. C'est ce que nous affirme un député du parti qui avoue que bien de députés approchés ont donné leur accord de principe pour appuyer l'initiative, ajoutant attendre la décision finale qui sera prise par la direction du parti.

M. K.

DÉBAT SUR LA DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

Les députés mettent l'accent sur les disparités sociales

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont focalisé, hier, leurs interventions sur la nécessité de donner davantage d'importance au volet social en vue d'améliorer le cadre de vie du citoyen.

Les intervenants ont souligné que la Déclaration de politique générale du gouvernement, présentée lundi par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a porté en son sein *sûtes indicatives positives*, appelant à donner davantage d'importance à l'amélioration du cadre de vie du citoyen dans différents domaines et la régulation des prix des produits de consommation. Dans ce cadre, le député Abderrahmane Boukermoucha, du groupe des Indépendants a mis en évidence l'importance de réguler les prix des produits de consommation qui pèsent sur les citoyens tout en cherchant à améliorer le cadre de vie et la prise en charge de ses différentes préoccupations, notamment en ce qui concerne le logement, le travail, la santé et l'enseignement. Abordant dans le même sens, le député du Front de libération national (FLN), Belkacem Belmouat, a mis l'accent sur la nécessité de donner davantage d'importance au volet social et concrétiser les différents projets inscrits au service de l'intérêt général. Il a également appelé à la révision des mécanismes relatifs à l'orientation des subventions aux plus méritants, relevant l'importance de réformer le système laïcain en vue de conférer davantage d'attractivité à l'investissement. Pour sa part, le député du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Maïmar Omar, a estimé que la cherté de la vie sont devenues une véritable préoccupation pour le citoyen, soulignant l'importance de



réduire la hausse des prix des produits de consommation et d'orienter les subventions aux plus méritants. Il a également souligné l'importance d'améliorer les prestations de transport et l'égalité des chances dans l'obtention du foncier par les investisseurs, outre la révision et l'augmentation des salaires des médecins et l'amélioration des services administratifs. La députée Farida Ghemra, du même parti, a salué la redynamisation de la diplomatie économique, notant par ailleurs, que le document a omis d'évoquer les débats dans la mise en œuvre des projets. Pour sa part, le député Aïssi Bencherchia, du Rassemblement national démocratique (RND), a appelé à organiser les villes de tenir des réunions périodiques

avec les députés afin d'examiner et débattre des différents problèmes dont souffrent les citoyens et essayer d'y trouver des solutions adéquates. Afin de freiner la hausse des prix, le député Mohamed Mounaouar Bencherif (Front El Moustakbal) a appelé à la réglementation des prix des matières premières et à ce que toute augmentation des prix soit basée sur une autorisation du ministère du Commerce. De son côté, le député Hocine Hadjadj (parti Verts du peuple) a appelé à prendre en charge les secteurs de la santé et des travaux publics, notamment les questions relatives au problème des routes. Le problème du faible débit d'Internet, qui entrave la généralisation

de la numérisation et la modernisation de l'administration, ainsi que le dossier des contractuels non titularisés, ont été parmi les points soulevés par de nombreux députés, alors que certains se sont contentés de transmettre les préoccupations locales des citoyens dans les régions où ils ont été élus. Au terme de ces séances qui doivent se poursuivre jusqu'à aujourd'hui, le Premier ministre répondra aux préoccupations des députés qui ont porté, pour l'essentiel, sur la nécessité promotion de la production nationale et l'augmentation des exportations hydrocarbures. D'une manière générale les députés ont critiqué le retard accusé en matière de développement dans certaines régions, notamment

enclavées, en raison de l'absence des orientations du président de la République, Abdelmajid Tebboune. Il est appelé à accorder davantage d'intérêt aux préoccupations des citoyens qui plaignent de prestations médiocres, notamment dans le secteur de la santé. Présentant hier la Déclaration de politique générale du gouvernement, le Premier ministre a affirmé que l'action du gouvernement s'est amorcée effectivement, durant la période allant de septembre 2021 à août 2022, autour de la poursuite des réformes politiques et institutionnelles préliminaires décidées par le président de la République, M. Tebboune. Le gouvernement a renforcé le système de gouvernance et de lutte contre la corruption à travers l'installation de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption juste après la promulgation de la loi pertinente, et l'élaboration d'un ensemble de projets de loi y afférents, a-t-il souligné. Dans le volet social, le Premier ministre a fait savoir que le budget annuel affecté aux ministères sociaux a dépassé les 5000 milliards de dinars, ce qui dénote «la détermination de l'État à préserver son caractère social». «À fin août 2022, la balance commerciale a enregistré un excédent de près de 14 milliards de dollars, contre un déficit de 162 millions de dollars durant la même période de 2021», a indiqué le Premier ministre, rappelant que ce déficit avait atteint 10,6 milliards de dollars en 2020.

BANQUES ET TECHNOLOGIES

Convention de partenariat entre le CPA et Cyber Market

Une convention de partenariat a été signée entre le Crédit populaire d'Algérie (CPA) et Algérie Cyber Market (ACM) spécialisée dans la vente par facilité de paiement pour la commercialisation des produits de la finance islamique via la plateforme numérique de la société rapporte l'As. La convention a été signée par le directeur général du CPA, Ali Kadri, et le responsable de la société ACM, Abdelghani Akouche. La convention permet de proposer en ligne des crédits à la consommation conformes à la charia via la plateforme électronique «Tadjhiz» développée par la société Algérie Cyber Market. M. Kadri a précisé que cette convention contribuera à faciliter l'accès des citoyens aux produits de la finance islamique proposés par la banque, et ce, via la plateforme «Tadjhiz». En attendant le lancement «imminent» de ce service, les citoyens intéressés peuvent d'ores et déjà accéder à la plateforme pour prendre connaissance des différents produits proposés par ACM (appareils électroménagers,

matériel informatique, smartphones, etc.) et des dossier à constituer pour en bénéficier, a ajouté le responsable. La convention signée intervient dans le cadre du renforcement de la stratégie de la Banque visant l'accompagnement des start up activant dans le numérique et le e-commerce, et l'encouragement de la production locale, a-t-il expliqué. Elle vient aussi dans la continuité de la politique d'inclusion financière et de transition numérique adoptée par la banque depuis un certain temps déjà conformément aux instructions et aux orientations des hautes autorités du pays, poursuit le même responsable, soulignant que le CPA, qui compte actuellement 85 guichets de finance islamique, sera renforcé par six guichets supplémentaires avant fin octobre courant. Les guichets de la finance islamique au niveau de la banque ont permis la mobilisation de près de 15 Mds DA auprès de 23 000 clients, selon les chiffres avancés par le DG. Pour sa part, M. Akouche a estimé que cette convention «sera bénéfique aux deux parties»,

dans la mesure où sa société va «bénéficier du portefeuille client du CPA et élargir sa base de clients». Elle pourra aussi débiter directement les mensualités des comptes bancaires des clients, ce qui est de nature à faciliter davantage son activité. La banque profitera, elle, de nouveaux clients recommandés par la société «ACM» pour bénéficier des produits de la finance islamique proposés par le CPA, a-t-il ajouté. M. Akouche a mis en exergue, en outre, les avantages de la plateforme «Tadjhiz» qui permet d'effectuer une étude rapide des dossiers dans un délai ne dépassant pas 72h, relevant que sa société assurait les services de livraison et d'après-vente en coordination avec les fabricants et couvre presque l'ensemble du territoire national. Le président du Comité de contrôle charaïque du CPA, Said Bouizri, a affirmé, dans son intervention, que ce produit était conforme aux préceptes de la charia islamique, estimant que ce partenariat permettra de fournir des produits aux clients grâce à un financement islamique.

الخبير المالي، بوبكر سلامي، لـ "الخبر" "نتائج الصيرفة الإسلامية إيجابية وعلينا تفعيلها ميدانيا"



بوبكر سلامي

● اعتبر الخبير المالي، بوبكر سلامي، ارتفاع حسابات الصيرفة الإسلامية على مستوى المعاملات البنكية مؤشرا إيجابيا، من شأنه تسهيل هذه الآلية في المجال المصرفي ويفتح باب الخيارات المتاحة لزيائن البنوك من الخواص والمؤسسات الاقتصادية على السواء.

وأشار المتحدث في تصريح لـ "الخبر"، أمس، إلى أن تحقيق النتائج المعلنة تعكس الجهود المبذولة من قبل الجهات المسؤولة في نشر هذا النوع من المعاملات المالية، في إشارة إلى ارتفاع عدد حسابات الصيرفة الإسلامية المفتوحة إلى أكثر من 66 ألف حساب بنهاية أوت 2022، أي بزيادة قدرها 152 بالمائة على أساس سنوي، لاسيما وأنه أضاف أن هذه الصيغة أضحت تأخذ أبعادا كبيرة في العديد من البلدان عبر العالم.

وعلى الرغم من أن الخبير الاقتصادي والمالي أكد على أن الارتفاع في المعاملات المالية الإسلامية على مستوى الشبائيك المنشأة مشجع، إلا أنه قال إن الدور في الوقت الحاضر يبقى على عاتق البنوك، من خلال القيام بمهمة النشر والتوعية ذات العلاقة باستعمال الصيغة الإسلامية في المعاملات المصرفية.

وتطرق في بوبكر سلامي، في هذا السياق، إلى امتصاص الكتلة النقدية الكبيرة المتداولة خارج الأطر القانونية، والعمل على تفعيل هذه الشبائيك الإسلامية في ترجمة هذه الخطوة وإقناع المواطنين على ضخ أموالهم "المكتنزة" على مستوى لدورة البنكية، على اعتبار أن نسبة كبيرة منهم يتحفظون جراء المخاوف ذات العلاقة بشبهة التعامل بالفوائد "الربوية" في البنوك الكلاسيكية، بالموازاة مع ضرورة الاستمرار في وتيرة الارتفاع والمحافظة على الزيادة المقدره 150 في المائة في كل سنة.

ومن الناحية الأخرى، تساءل الخبير المالي عن حجم القيمة المالية للحسابات المتعلقة بالصيرفة الإسلامية، بالمقارنة مع الصيرفة التقليدية، إذ أن عدد الحسابات المالية والبنكية المفتوحة لا تعكس بشكل دقيق الكتلة النقدية التي تمثلها في مجمل التداولات المصرفية، بالإضافة إلى التركيز على المتعاملين والمؤسسات الاقتصادية، من خلال توفير العروض والمنتجات المالية ذات

البعد الاستثماري، ومن ثمة تحريك الصيرفة الإسلامية في المشاركة في الاقتصاد الوطني.

وكان الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان قد أكد أن تحقيق النتائج المسجلة يأتي في سياق "النقلة النوعية المعتبرة" المسجلة في مجال تعزيز الصيرفة الإسلامية، بهدف تعزيز الشمول المالي، من خلال فتح 294 شبك للصيرفة الإسلامية لدى البنوك العمومية، بينما قال إن قيمة الودائع البنكية ارتفعت بـ 122 بالمائة في ثمانية أشهر، حيث انتقلت من 22 مليار دج في نهاية ديسمبر 2021 إلى 49 مليار دج في نهاية أوت 2022.

كما تم في إطار تطوير التأمين التكافلي، استحداث شركتين وخمسة شبائيك تأمين من طرف شركات عمومية وخاصة، بالموازاة مع مواصلة ورشات الإصلاح الكبرى، عبر استكمال مراجعة القوانين الكبرى المؤطرة للنشاط الاقتصادي، التي تدخل في نطاق عصريّة المنظومة المالية والمصرفية، كقانون النقد والقرض وكذا قانون التأمينات.

واتجهت الجزائر نحو توطيق الصيرفة الإسلامية في البنوك الجزائرية، من خلال السماح بفتح شبائيك ونواظف إسلامية، التي أقرها نظام بنك الجزائر (20-02) المحدد للعمليات البنكية المتعلقة بالصيرفة الإسلامية وهوأعد موارستها.

وقدر عدد الشبائيك المخصصة للمنتجات الإسلامية على مستوى البنوك العمومية، بـ 130 شبكا، وبحو 320 شباك بداية السنة الحالية، وشامت أربعة بنوك عمومية بالحصول على ترخيص لتسويق المنتجات المالية الموافقة للشريعة، وهي البنك الوطني الجزائري، والقرض الشعبي الجزائري، والصندوق الوطني لتوفير والاحتياط، والبنك الجزائري للتنمية الفلاحية في 2021.

سعيد بشار

اتفاقية شراكة بين القرض الشعبي وشركة «أ.سي.أم» بيع إلكتروني بالتقسيط وفق الصيرفة الإسلامية

انتهجه البنك منذ مدة وفقا لتعليمات وإرشادات السلطات العليا، يؤكد السيد قادري، الذي لفت إلى أن القرض الشعبي الجزائري يضم حاليا 85 شبكا للصيرفة الإسلامية، ستندعم بستة شبكات إضافية قبل نهاية الشهر الجاري.

وسمحت شبكات الصيرفة الإسلامية على مستوى البنك، بتعبئة ما يقارب 15 مليار دينار لدى 23 ألف زبون، وفقا للأرقام التي قدمها المدير العام.

من جهته، اعتبر عكوش أن الاتفاقية «ستعود بالفائدة على الطرفين»، كون شركته ستتمكن من «الاستفادة من حافطة الزبائن المعبرة للقرض الشعبي الجزائري وتوسيع قاعدة زبائنها»، إضافة لتمكينها من «الخصم المباشر لقبضة التسديدات الشهرية للزبائن مباشرة من حسابهم البنكي»، مما سيسهل ممارسة نشاطها.

في حين سيتمكن البنك من استقبال زبائن جدد ستوجههم إليها «أ.سي.أم» للاستفادة من منتجات الصيرفة الإسلامية التي يوفرها، يضيف مسير الشركة.

كما أبرز عكوش ميزات المنصة الإلكترونية «التجهيز» التي تتيح دراسة سريعة للملفات لا تتجاوز 72 ساعة في حالة استيفاء الزبون لجميع الشروط، إضافة لتوفير شركته لخدمة التوصيل، وخدمة ما بعد البيع بالتنسيق مع المصنعين، وتغطية شبكتها «تقريبا لمجمل التراب الوطني».

من جانبه، أكد رئيس هيئة الرقابة الشرعية بالقرض الشعبي الجزائري سعيد بويصري، خلال تدخله على «موافقة هذا المنتج لأحكام الشريعة»، معتبرا أن هذه الشراكة تسمح بتوفير السلع للزبائن بتمويل إسلامي «لا يرهق كاهلهم».

تم، أمس، بالجزائر العاصمة، التوقيع على اتفاقية شراكة بين القرض الشعبي الجزائري وشركة «الجيري سير ماركت» (أ.سي.أم) المتخصصة في البيع الإلكتروني بالتقسيط، تتضمن تسويق منتجات الصيرفة الإسلامية عبر المنصة الإلكترونية التابعة للشركة.

وقّع الاتفاقية المدير العام للقرض الشعبي الجزائري، علي قادري، ومسير شركة «أ.سي.أم»، عبد الغني عكوش، خلال مراسم جرت بقصر الثقافة «مفدي زكرياء»، بحضور إدارات من البنك وأعضاء هيئة الرقابة الشرعية الخاصة به، وممثلي الشركة.

وتسمح الاتفاقية بتوفير قروض استهلاكية مطابقة للشريعة الإسلامية، عبر الإنترنت، من خلال المنصة الإلكترونية «التجهيز» المطورة من طرف شركة «أ.سي.أم».

وأوضح قادري، أن هذه الاتفاقية ستساهم في تسهيل توجه المواطنين نحو منتجات الصيرفة الإسلامية التي يوفرها البنك، والولوج إليها إلكترونيا من خلال التسوق في منصة «التجهيز».

وفي انتظار إطلاق هذه الخدمة «في القريب العاجل»، يمكن من الآن للمواطنين المهتمين بالولوج للمنصة للقيام بمحاكاة واستقاء معلومات حول ملف القرض ومختلف المنتجات المسوقة من طرف «أ.سي.أم» من أجهزة كهرومنزلية، منتجات الإعلام الآلي، هواتف ذكية وغيرها، يضيف المدير العام.

وتتدرج هذه الاتفاقية كذلك «في إطار تعزيز إستراتيجية البنك الرامية إلى مرافقة المؤسسات الناشئة الناشطة في مجال الرقمنة والتجارة الإلكترونية. وكذا تشجيع التصنيع المحلي»، بحسب شروحات مدير البنك.

كما ترمي أيضا إلى «مواصلة سياسة الشمول المالي والتحول الرقمي الذي



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES-CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger